



Bulletin de la gare Part-Dieu - Lyon, le 11 mai 2026

Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon Que Choisir. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arquus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arquus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes riches. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards de profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires.

Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !
- pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

Le petit Nicollin et ses copains ont du souci à se faire

Lundi 4 mai, vers midi, les salariés de N'Assist ont manifesté dans la gare pour leurs salaires, leurs conditions de travail et des embauches. Une action efficace qui leur a permis de se montrer et de prouver l'unité de leur équipe, puisqu'anciens et nouveaux embauchés, CDI et CDD marchaient ensemble contre les écarts de traitement. Le groupe Nicollin, leur employeur, avait après tout fait la promesse à la SNCF de réduire de 20% les « coûts de fonctionnement »...

La grève a en tout cas donné quelques sueurs froides aux petits comme aux grands chefs, puisque la direction de Gares&Connexions a dû faire descendre plusieurs cadres pour remplacer les grévistes ! Les travailleurs combatifs ont de quoi faire trembler tous leurs patrons, directs et indirects, et n'ont probablement pas dit leur dernier mot.

La lutte contre les suppressions de poste à la SNCF continue

De nombreux cheminots étaient encore en grève le 7 mai dernier, en particulier chez les contrôleurs de Perrache et de Part-Dieu. Cette journée s'inscrivait dans la suite d'un mouvement régional contre les suppressions de poste qui avait déjà réuni du monde les 10 et 23 avril. Là encore, au-delà des contrôleurs, d'autres collègues se sont mobilisés. Pas seulement par solidarité, mais parce que les réorganisations nous concernent tous !

200 cheminots se sont réunis devant le conseil régional à midi. De quoi donner envie de continuer sur cette voie, en continuant de ne laisser aucune colère isolée.

À WeeSure Protection aussi, la colère monte

Salaires trop bas, heures sup non payées, matériel insuffisant, mauvaise gestion des planning et amplitudes horaires trop importantes, pression à réduire les pauses... La SNCF pourra encore s'en laver les mains, comme au moment de la grève qui avait déjà eu lieu en septembre, mais son rôle de donneuse d'ordres ne fait pas de doute. Elle cherche les sous-traitants qui pourront payer le plus au rabais leurs salariés, tandis que côté cheminot elle supprime des postes... Alors vu à quel point nous sommes nombreux à vouloir nous battre contre sa politique patronale dégueulasse, n'y aurait-il pas de quoi s'y mettre tous ensemble ? *For sure!*

« Crise pétrolière : les ventes de billets de train bondissent, +12% pour les TER. »

Donc 12% d'augmentation de salaires, ainsi que des embauches suffisantes dans tous les services ?

Haute tension

Des agents SNCF et RATP vont bientôt être équipés de tasers. Pour mettre des moyens dans la répression, les entreprises font des étincelles. Par contre, pour embaucher plus de personnel et rendre gratuits les transports, tout ce qui pourrait faire diminuer les tensions, là, la boîte préfère la mettre en veilleuse.

Carotte du mois

Il fait son grand retour pour le mois de mai : le challenge LSA en boutique TER ! Sous promesse d'obtenir une prime, les agents sont invités collectivement à privilégier toute vente possible sur ces petits écrans tactiles inadaptés à la vente régionale. Demander toujours plus à des collègues déjà touchés par la surcharge de travail, surveiller leur taux de présence et leur filer des miettes s'ils ont été sages : la boîte connaît bien la formule.

La SNCF roule les cyclistes

La SNCF se vante souvent d'être un « acteur majeur de la mobilité bas carbone » et à ce titre de faciliter l'intermodalité train-vélo. Pourtant, TER AURA a annoncé que cet été une réservation vélo à 1 € sera obligatoire sur toutes les lignes. La boîte se garde bien d'expliquer la raison de cette politique : l'insuffisance d'espaces dédiés aux vélos dans les trains, conséquence de son manque d'investissement face à l'augmentation du nombre d'utilisateur utilisant ce moyen de transport.

Le 10 juin, tous en grève !

Au contrôle, au technicentre de Vaise, à Sibelin, si dans la région, les plans de suppression de postes s'accumulent, la réalité est la même à l'échelle nationale. Tout comme les bas salaires et les difficultés à boucler les fins de mois !

C'est pourquoi une intersyndicale cheminote appelle à une journée de grève nationale le 10 juin. Nous faisons face partout aux mêmes attaques : il n'y a aucune raison que nous ne ripostions pas tous ensemble !

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants et militantes :
lyonrhone@npa-revolutionnaires.org**